

## TERMS OF REFERENCE FOR INDIVIDUAL CONSULTANTS AND CONTRACTORS

<b>Title : Evaluation de la mise en œuvre de l'initiative Collectivités Territoriales amies des enfants au SENEGAL</b>	<b>Funding Code</b>  <b>NON-GRANT (RR)</b>	<b>Type of engagement</b>  <input type="checkbox"/> Consultant <input type="checkbox"/> Individual Contractor Part-Time <input checked="" type="checkbox"/> Individual Contractor Full-Time	<b>Duty Station:</b>  Dakar – Kolda
--	--	---	---

### Background and rational

Depuis 2011, UNICEF appuie la définition participative de politiques sociales durables, notamment avec le développement du budget participatif sensible aux enfants, au genre et aux droits humains. Cette initiative est un outil prévoyant la consultation des populations, et particulièrement celle des enfants, des femmes et des autres groupes socialement vulnérables, pour la définition, la mise en œuvre et le suivi-évaluation des priorités sociales et du développement économique dans la planification locale.

Le modèle CLAE repose sur les cadres légaux existants tels que : i) la Constitution nationale Sénégalaise et ii) le Code général des Collectivités Territoriales du Sénégal.

**La Constitution nationale Sénégalaise** qui dispose en son article 102 « Les collectivités territoriales constituent le cadre institutionnel de la participation des citoyens à la gestion des affaires publiques. Elles s'administrent librement par des assemblées élues. »

**La Constitution nationale Sénégalaise** qui dispose en son article 102 « Les collectivités territoriales constituent le cadre institutionnel de la participation des citoyens à la gestion des affaires publiques. Elles s'administrent librement par des assemblées élues. »

**Le Code Général des Collectivités Territoriales** du Sénégal qui dispose en ses articles 6 et 7 :

i) Article 6 : « Toute personne physique ou morale peut faire, au président du conseil départemental et au maire, toutes propositions relatives à l'impulsion du développement économique, social de la Collectivité Locale concernée et à l'amélioration du fonctionnement des institutions. Tout habitant ou contribuable a le droit de demander à ses frais, communication, de prendre copie totale ou partielle des procès-verbaux du conseil départemental ou du conseil municipal, des budgets et des comptes, ainsi que des arrêtés pris par l'autorité » ;

ii) Article 7 : « En vue de garantir une bonne participation des populations dans la gestion des affaires publiques, l'organe exécutif peut instituer, au sein de la collectivité, un cadre de concertation consulté sur : a) Les plans et projets de développement local ; b) Les conventions de coopération et les contrats plans ; c) Le cadre de concertation peut, en outre, être consulté sur toute autre matière d'intérêt local ».

Une CTAE est une collectivité qui se définit par rapport à la qualité de ses réalisations et de ses initiatives en direction des enfants. Elle offre aux Collectivités territoriales un cadre de travail pour élaborer et mettre en œuvre leurs politiques publiques locales en direction des enfants, des adolescents et des jeunes. La CTAE est considérée comme la porte d'entrée de toute action de développement, elle garantit la participation et la libre administration. La collectivité territoriale se situe à l'échelon territorial au niveau de l'animation du développement territorial.

L'UNICEF appuie 53 collectivités territoriales à travers une initiative collectivité territoriale amies des enfants (CTAE) dans les régions du Sud, Sud-Est et celle de Dakar qui correspondent aux zones de concentration prioritaire des actions de l'UNICEF au Sénégal, en raison de la prépondérance des privations subies par les enfants par rapport au niveau national.

Accepter de devenir une CTAE signifie se soumettre à un certain nombre d'exigences à savoir :

- La mise en place d'instances des enfants,

- L'élaboration d'un Budget Participatif
- L'élaboration d'un tableau de bord des indicateurs sur la situation des enfants
- Et la réalisation d'un bilan du Budget participatif.

L'objectif de ladite initiative est de soutenir une meilleure prise en charge des besoins des enfants, afin de renforcer la justice sociale et l'équité à travers une meilleure gestion des affaires locales et une budgétisation sensible à l'enfant, au genre et aux droits humains.

Le processus d'élaboration du budget participatif permet à une collectivité territoriale de rendre effectif :

- La participation des populations au processus de prise de décisions soumis à négociation, à participation, à concertation et à délibération,
- La transparence dans la conduite des affaires locales au sein de la collectivité
- La responsabilisation des acteurs dans l'exercice de leurs fonctions.
- La prise en compte effective de l'intérêt des enfants dans la gestion de la Collectivité Territoriale par un diagnostic des besoins et par une inscription au budget d'un certain nombre d'actions prioritaires dans les domaines liés à la chaîne de prestation de services sociaux et des compétences transférées en faveur d'un développement harmonieux des enfants.

Les BP/CTAE ont été mis en place dans 53 CT des Régions de Kolda, Sédhiou, Tambacounda, Matam, Kédougou. Le programme BP/CTAE a été mis en œuvre avec les parties prenantes : Etat / structures techniques déconcentrées, Autorités Territoriales, Agences Régionales de Développement, Collectivités Territoriales, Associations de Société Civile, Partenaires Techniques et Financiers.

La valeur ajoutée des partenariats multi-acteurs et des alliances a permis d'augmenter la couverture de l'initiative Collectivité Territoriale (CT) Amies des Enfants de 14 à 53 CT entre 2016 et 2019.

L'extension des Collectivités territoriales amies des enfants passe d'abord par une consolidation des acquis obtenus dans la mise en œuvre des 53 CTAE d'une part, et, d'autre part de s'assurer qu'elles progressent bien en lien avec les indicateurs de résultats clés pour les enfants <sup>1</sup>(KRC) - en développant des outils de planification et la programmation budgétaire sensibles aux enfants, d'animer des Conseils Municipaux des Enfants à travers des supports pédagogiques, d'appuyer le renforcement des capacités de gestion des compétences transférées, de généraliser le systèmes de suivi pour la mesure de performance des CT par rapport aux compétences transférées en éducation, santé, protection de l'enfant, protection sociale ( système décentralisé des services sociaux de base / résultats clés pour les enfants/4SB/KRC) en affinant d'avantage le tableau de bord sur la situation des enfants.

**Purpose of Activity/Assignment :** Le but est d'évaluer l'expérience de la mise en œuvre des CTAE dans la zone sud et du sud-est du Sénégal, de documenter les leçons apprises et de proposer des recommandations pour une meilleure appropriation de l'initiative CTAE en vue d'une modélisation et d'un passage à l'échelle.

L'évaluation formative de l'initiative CTAE arrive à point nommé pour une modélisation en vue de son passage à l'échelle dans d'autres régions du Sénégal. Cette évaluation formative permettra d'identifier les conditions qui garantissent de meilleurs résultats dans les domaines clés de développement de l'enfant (survie, éducation, protection, WASH, participation) au niveau local

**Scope of Work and results:**

Le consultant aura pour tâche à effectuer :

<sup>1</sup> Vaccination, Accès à l'éducation, Violence et exploitation des enfants, Enregistrement des naissances, Défécation à l'air libre, Retard de croissance.

- 1- Faire le point de la mise en œuvre de l'initiative collectivité territoriale amie des enfants en identifiant et en documentant les facteurs favorisant les succès, les contraintes qui ont limité l'atteinte des résultats ainsi que les opportunités ;
- 2- Evaluer de façon systématique et objective la pertinence, l'effectivité, l'efficacité, la durabilité et l'impact de l'initiative de collectivité territoriale amie des enfants ;
- 3- Evaluer de façon systématique et objective la prise en compte des droits de l'enfant dans le processus de l'élaboration, de mise en œuvre et de suivi évaluation de ladite initiative ;
- 4- Identifier et analyser les facteurs favorisant et les goulots d'étranglement de mise en œuvre de l'initiative CTAE (y compris les mécanismes de coordination, les complémentarités et les synergies entre les parties prenantes) ainsi que la qualité des réponses aux défis rencontrés ;
- 5- Proposer des recommandations quant au passage à l'échelle ou à la redéfinition de l'initiative CTAE

Les résultats de cette évaluation sont :

- Informer et identifier les bonnes pratiques pour une généralisation de l'initiative CTAE en vue de l'intégrer dans les politiques nationales de la décentralisation, et l'articuler avec les autres programmes et interventions existants dans la décentralisation, aménagement du territoire.
- Formuler des recommandations opérationnelles destinées à toutes les parties prenantes pour une bonne mise en œuvre des CTAE.

### Methodology

L'évaluation sera effectuée sur la base des critères du Groupe d'Évaluation des Nations Unies (UNEG) et de l'OCDE, notamment la pertinence, l'efficacité, l'efficacité, la durabilité, l'impact et le genre/équité. Pour mener cette évaluation, une analyse détaillée sera effectuée pour chaque question évaluative pour faire ressortir les facteurs déterminants et explicatifs dans le cadre de la mise en œuvre de ladite initiative qui peut permettre de documenter et de tirer les leçons pouvant permettre un meilleur passage à l'échelle de l'initiative CTAE.

**Pertinence** – il s'agit d'apprécier la logique d'intervention de l'initiative CTAE, ses résultats et ses principaux objectifs au regard de la réalité à transformer au niveau des territoires. Il s'agira d'effectuer une analyse sur l'effectivité de la promotion des droits de l'enfant et de la femme dans la zone d'intervention et de vérifier la valeur ajoutée de l'initiative CTAE par rapport à d'autres initiatives mis en place ou en cours. On cherchera à savoir :

- ✓ Dans quelle mesure l'initiative répond-elle aux priorités nationales et mesures législatives prises en matière de décentralisation, de la promotion des droits de l'enfant et de la femme, des compétences transférées et du renforcement des capacités pour assurer la fourniture des services sociaux de base ? Quel est le degré d'alignement entre cette initiative et : (i) les programmes et les politiques du gouvernement et de ses partenaires dans ce domaine et (ii) les autres programmes menés dans le cadre de la politique ou les programmes de décentralisation en matière de la promotion des droits de l'enfant et de la femme dans la zone d'intervention ? et iii) les volets de décentralisation ou de partenariat avec les collectivités territoriales existant dans les autres programmes en matière de santé, éducation, protection sociale ou protection spécialisée
- ✓ Dans quelle mesure l'initiative a-t-elle contribué à une meilleure prise en charge des besoins spécifiques des enfants et des plus vulnérables dans les politiques publiques et dans les budgets des collectivités territoriales pour renforcer la justice sociale et l'égalité des chances pour tous ? Quels sont les ajustements qui méritent d'être apportés ?
- ✓ Dans quelle mesure l'initiative a-t-elle pris en compte les besoins et les demandes exprimés par les enfants, les adolescents et les jeunes, les femmes, les groupes vulnérables et les handicapés et les parties prenantes (ministères, autorités centrales et locales, communautés, organisations de la société civile etc.) ?
- ✓ Comment et à quel degré les bénéficiaires directs et les parties prenantes de l'initiative ont-ils été impliqués dans la conception, la mise en œuvre et le suivi évaluation de ladite initiative ?

**Efficacité :** Il s'agit de voir si les résultats sont conformes aux prévisions opérationnelles. Ont-ils répondu à ce qu'on attendait au niveau de la réalité à transformer ? La mesure dans laquelle les objectifs du programme ont été atteints, ou sur le point d'être atteints. Il s'agira d'examiner et d'analyser les progrès réalisés dans la promotion des droits de l'enfant, des femmes et des groupes vulnérables dans la zone d'intervention grâce à la mise en œuvre de l'initiative CTAE. Précisément, l'évaluation cherchera à répondre aux questions suivantes :

- ✓ Dans quelle mesure les objectifs et les résultats escomptés de l'initiative ont-ils été réalisés ? Quels résultats inattendus l'initiative a-t-elle produit et quel a été leurs effets sur les enfants et les groupes vulnérables ?
- ✓ La théorie de changement (TdC) de l'initiative est-elle complète ? Les actions inscrites dans la TdC permettent-elles de réaliser les objectifs des CTAE ? Si non, quelles modifications faudrait-il apporter à cette théorie pour refléter mieux la réalité et les réalisations du terrain ?
- ✓ Dans quelle mesure l'initiative a-t-elle créé des conditions favorables pour renforcer l'engagement des autorités nationales et décentralisées dans la promotion des droits de l'enfant, des femmes et des groupes vulnérables.
- ✓ Quelle a été la performance de l'initiative sur le plan de la planification (ciblage, identification des besoins, analyse des capacités, développement des stratégies et des plans d'action, outillage etc.), de l'exécution (modes opératoires, coordination, partenariats, ajustements stratégiques etc.) et du suivi évaluation (définition des indicateurs, utilisation des outils adaptés, collecte et analyse des données, évaluation et dissémination des résultats, application des leçons tirées etc.) ?
- ✓ Quels facteurs ont favorisé les réalisations des résultats de l'initiative et pourquoi ? Quelles stratégies faudrait-il prendre pour promouvoir ses effets bénéfiques ?
- ✓ Quels goulots d'étranglement ont été rencontrés à chaque étape de l'initiative ? A quoi sont-ils dus et quelles mesures d'anticipation ou correctives devraient être envisagées ? Quelle a été l'efficacité des stratégies déployées pour répondre à ces défis ? Quels en sont les facteurs de succès ou d'échec ? Qu'est ce qui devrait être fait pour améliorer l'efficacité ?
- ✓ Dans quelle mesure, l'initiative a-t-elle contribué à promouvoir les droits de l'enfant, des femmes et des groupes vulnérables ?

**Efficience :** Il s'agit de vérifier si les fonds mis à disposition dans le cadre de la mise en œuvre de l'initiative CTAE ont permis de rendre effectif la promotion des droits de l'enfant, des femmes et des groupes vulnérables. Les ressources (fonds, expertise, temps, etc.) sont converties en résultats de façon optimale. Il s'agira d'analyser et d'apprécier le fonctionnement CTAE tout en évaluant les résultats obtenus par rapport aux moyens alloués dans le cadre de l'initiative. On cherchera à répondre aux questions suivantes :

- ✓ Dans quelle mesure l'initiative a-t-elle été efficiente en termes d'allocation, d'utilisation et de mobilisation des ressources financières (provision à temps des budgets, niveau d'exécution budgétaire, respect des procédures, efforts et résultats de mobilisation des ressources etc.) ? Quels sont les types de ressources déployées pour la mise en place d'une CTAE ? Combien coûtent en moyenne la mise en place d'une CTAE en valorisant tous les inputs de toute nature ?
- ✓ Quels sont le ratio budget-nombre de bénéficiaires directs et les coûts unitaires des principaux résultats de l'initiative ? Ce ratio et ces coûts unitaires sont-ils raisonnables en comparaison avec d'autres l'initiative ou programmes du même type (au Sénégal ou dans la sous-région) ? Dans quelle mesure permettent-ils une mise à l'échelle effective de l'initiative ?
- ✓ Quels facteurs ont affecté l'efficience financière de l'initiative et pourquoi ? Quelles mesures alternatives ou novatrices devraient être prises pour maximiser ou minimiser leurs effets ?

- ✓ Comment aurait-il été possible d'atteindre les mêmes résultats avec moins de ressources ?

**Impact** : il s'agit de voir quels sont les effets des résultats de l'initiative sur la réalité qu'il se proposait à transformer, y compris leur contribution aux résultats en termes d'amélioration de la situation des enfants dans les CT ciblées ? Effets positifs et négatifs, primaires et secondaires à long terme, anticipés ou non et résultant directement ou indirectement de l'initiative

- ✓ Dans quelle mesure l'initiative a-t-elle contribué à un meilleur respect des droits des enfants, spécifiquement le droit de survie (santé), le droit de se développer dans toute la mesure du possible (éducation) et le droit d'être protégé contre toute forme de violence, d'abus et d'exploitation ?
- ✓ Quelles stratégies devraient être adoptées pour accroître cet impact direct ou indirect et induits ?

**Durabilité** : il s'agit d'apprécier les effets de l'initiative même après l'arrêt du financement des partenaires voire la continuation des bénéfices résultant de l'initiative après la fin de l'intervention.

- ✓ Dans quelle mesure l'initiative a-t-elle promu le processus d'appropriation, de renforcement des capacités, de partenariat, de coordination et de concertation entre les parties prenantes en leur permettant de pérenniser les bénéfices des interventions ?
- ✓ Sous quelles conditions les stratégies appliquées dans la mise en œuvre de l'initiative CTAE pourraient être répliquées ou mises à l'échelle au sein ou au-delà des zones d'intervention ?

**Équité & genre & groupe d'âge** : La mesure dans laquelle l'initiative CTAE a atteint les enfants les plus défavorisés et promu un accès aux services de qualité pour tous les enfants dans les zones sans discrimination, biais ou favoritisme.

- ✓ Dans quelle mesure les enfants les plus vulnérables dans les zones d'interventions ont-ils pu bénéficier de l'initiative ? Quelles catégories d'enfants vulnérables n'ont pas été atteintes par l'initiative et pourquoi ?
- ✓ Les filles et les garçons ont-ils été atteints de façon équitable par l'initiative ? Quels facteurs ont entravé l'équité en genre de l'initiative et pourquoi ?
- ✓ Est-ce que l'initiative parvient à s'adapter aux besoins des différents groupes d'âge d'enfants, et notamment des adolescent/es ? Est- que l'initiative est apte à pouvoir être une porte d'entrée pour les programmes en direction des jeunes, pour favoriser leur formation, leur insertion et leur emploi, dans le cadre de la politique de territorialisation des programmes de jeunesse ?
- ✓ Dans quelle mesure les stratégies appliquées pourraient être améliorées pour assurer la prise en compte effective de l'équité (y compris l'égalité en genre) et l'atteinte des enfants les plus vulnérables dans les différentes étapes de l'initiative (planification, exécution, suivi et évaluation) ?

#### Timeline

Cette évaluation sera guidée comme décrit dans la méthodologie par un ensemble de critères de l'OCDE (à la fois liés au développement et à l'urgence) : Cohérence, Pertinence, Efficacité, Efficience ainsi que durabilité, impact, coordination et, enfin, un critère supplémentaire de genre, d'équité et de droits de l'homme.

La consultation se déroulera en 4 phases principales, comme décrit dans le tableau ci-après.

Démarche	Echéance en jours
<b>Etape I : Revue documentaire</b>	7
<b>Etape II : Entretiens et exploitation des données</b>	30
Entretiens	20

Exploitation et analyse des entretiens pour tirer les leçons	10
<b>Etape III : Rapport provisoire + présentation des résultats au comité de pilotage</b>	15
<b>Etape IV : Finalisation du rapport et présentation des résultats finaux</b>	8
<b>Total</b>	60 jours

#### Deliverables

*Le consultant sera engagé pour une période de 60 jours ouvrables entre le xxxxx 2021 et le xxxxxx 2021. Il sera chargé d'élaborer un plan de travail assorti d'une note méthodologique présenté dès le début de la consultation au comité de pilotage qui sera mis en place pour le suivi de tout le processus d'évaluation.*

*Le consultant fournira les produits suivants par voie électronique (des détails et des délais supplémentaires seront précisés lors de la réunion de lancement) :*

1. Une note de cadrage qui décrira les méthodologies proposées, la collecte de données, la stratégie d'analyse et les plans de rapport avec des outils de collecte de données préliminaires tels que des guides d'entretien (y compris la liste des interviewés potentiels / informateurs clés au niveau régional et national), un calendrier avec des dates pour les livrables, et les dispositions de voyage sur le terrain pour l'évaluation.
2. Rapport préliminaire, identifiant les principales constatations, une analyse des critères et questions d'évaluation, conclusions, recommandations et leçons tirées du projet de mise en œuvre des classes passerelles (ce rapport incorporera les commentaires fournis par les parties prenantes de l'évaluation lors du débriefing) ;
3. Un rapport final de qualité, rédigé dans un style clair et accessible et faisant ressortir les éléments demandés. Le rapport en plus des annexes devra comporter les éléments suivants :
  - Un résumé analytique sur les objectifs de l'évaluation, la méthodologie utilisée, les leçons tirées et les recommandations ;
  - Une introduction qui contient entre autres le contexte, les objectifs de l'évaluation ;
  - Analyse détaillée basée sur les critères d'évaluation et les questions évaluatives (le rapport devra répondre à chacune des questions de l'évaluation) ;
  - Les constats, les conclusions et recommandations (y compris les conditions de leur mise en œuvre et les cibles correspondantes) ;
  - Les leçons tirées et les recommandations pour les principaux acteurs concernés pour la généralisation de l'initiative CTAE
4. Annexes pertinentes, y compris une liste des personnes interrogées et des CTAE visités et tout autre produit pertinent de gestion des connaissances.
5. Présentations PowerPoint du rapport.

Une version imprimée en 10 exemplaires et une version électronique du rapport complet, avec toutes les annexes, et un résumé sous forme de présentation Powerpoint seront produits par l'évaluateur. Afin d'assurer la qualité du rapport, le consultant devra s'assurer que la structure et le contenu des livrables (rapport provisoire et rapport final) soient conformes avec les indications prévues par le système de revue indépendante des rapports de l'évaluation de l'UNICEF (GEROS)<sup>2</sup> ainsi que par les lignes directrices sur la rédaction des rapports d'évaluation de qualité<sup>3</sup>.

<sup>2</sup> [https://www.unicef.org/evaluation/files/FINAL\\_GEROS\\_2016\\_4.xltx](https://www.unicef.org/evaluation/files/FINAL_GEROS_2016_4.xltx)

<sup>3</sup> <http://www.unevaluation.org/document/detail/607>

### **Qualifications and skills required**

Le consultant devrait avoir une bonne connaissance du contexte de la décentralisation, des budgets participatifs et des droits humains. Il travaillera en étroite collaboration pour développer et mettre en œuvre une méthodologie et une approche appropriées pour répondre aux questions de l'évaluation et atteindre les résultats attendus de l'évaluation.

Le consultant participera à toutes les étapes du processus d'évaluation et sera principalement responsable de la collecte et de l'analyse des données qui seront utilisées pour identifier les bonnes pratiques pour une généralisation de l'initiative CTAE sur l'étendue du territoire national et pour la formulation des recommandations opérationnelles pour une bonne mise en œuvre des CTAE.

### Qualifications Consultant

- Diplôme universitaire supérieur en sciences sociales ou dans d'autres disciplines en rapport avec l'objet de l'évaluation ;
- Un minimum de 5 ans d'expérience dans l'évaluation de programmes et de projets de développement (une copie d'un rapport d'évaluation dont le candidat a été l'un de principaux auteurs pourra être jointe à la demande et cela constituera un atout) ;
- Un minimum de 10 ans d'expérience professionnelle à responsabilité progressive dans la planification, la gestion et/ou la supervision du développement international et des interventions humanitaires ;
- Avoir une connaissance avérée dans le domaine de la décentralisation, la gouvernance territoriale, la prise en charge des besoins des enfants, la budgétisation sensible à l'enfant, au genre et aux droits humains.
- Avoir une très bonne maîtrise des méthodes de collecte et d'analyse des données quantitatives et qualitatives ;
- Avoir une expérience dans l'utilisation de techniques d'évaluation participative dans la collecte de données, en tenant compte des questions de genre ;
- Avoir d'excellentes compétences en communication orale et écrite en français ;
- Avoir d'excellentes capacités d'analyse, de synthèse et de rédaction ;
- Doit avoir complété au moins une évaluation de programme de haute qualité au cours des 5 dernières années ;
- La maîtrise de l'anglais serait considérée comme un atout souhaitable

### **Practical arrangements and working conditions**

Les consultants souhaitant répondre à cet appel d'offre sont demandés de soumettre une proposition technique et financière à l'UNICEF.

La proposition technique devrait comprendre une présentation du consultant (profil, expertise, travaux réalisés, ressources) une appréciation des TDRs, une proposition d'approche et de méthodologie (outils, échantillonnage, etc.), un plan de travail (composition de l'équipe, description et répartition des tâches, calendrier des activités), un plan de rédaction du rapport final ainsi que les CV des membres de l'équipe.

La proposition financière comprendra les honoraires et les tâches assignées à chaque membre de l'équipe.

Le contrat devrait durer 60 jours. À l'exception du travail sur le terrain, le consultant sera basé à domicile, utilisant leur propre équipement et ressources. Un certain nombre de visites sur le terrain seraient prévues pour la réalisation des activités de collecte de données.

Des discussions périodiques tenues entre le Bureau de l'UNICEF au Sénégal et les membres du comité de pilotage seront intégrés dans les produits finaux soumis par le consultant. Les produits seront soumis par voie électronique et selon le calendrier indicatif prédéfini.

L'UNICEF ne fournit ni n'organise d'assurance maladie pour le consultant. L'indemnité journalière de subsistance

sera payée selon les taux standard de l'UNICEF en cas de déplacement sur le terrain.

Le contrat sera régi et soumis aux conditions générales de l'UNICEF pour les contrats individuels.

Les modalités de paiement seront comme suit :

- 40% à la signature du contrat
- 30% à la présentation du plan de rédaction
- 30% à la soumission du rapport final de l'étude

Tous les produits soumis par le consultant devront être validés par l'UNICEF avant qu'un paiement puisse être effectué. Aucun paiement anticipé n'est autorisé.

Les montants et les modalités de paiement sont sujets à négociation mais doivent être conformes aux normes des Nations unies. Une ventilation détaillée du budget (proposition de budget) est présentée avec l'offre technique.

L'UNICEF accordera une attention particulière à la conformité des différents produits - envisagés dans le cadre de cette mission - avec les normes du GEROS. En aucun cas, l'UNICEF n'acceptera des produits qui ne sont pas conformes à ces normes ou aux lignes directrices de l'UNEG susmentionnées. Par ailleurs, UNICEF se réserve le droit de retenir tout ou partie du paiement si les performances sont insatisfaisantes, si le travail/les résultats :

- est incomplète ;
- ne répond pas aux normes de qualité de l'UNICEF et du gouvernement du Sénégal ;
- n'est pas livré ou n'a pas respecté les délais.

NB : Les personnes engagées dans le cadre d'un contrat de consultant ou d'un contrat individuel ne seront pas considérées comme des "membres du personnel" au sens du Statut et du Règlement du personnel des Nations Unies et des politiques et procédures de l'UNICEF, et n'auront pas droit aux avantages qui y sont prévus (tels que les droits à congé et la couverture d'assurance médicale). Leurs conditions de service seront régies par leur contrat et les Conditions générales des contrats de services des consultants et des contractants individuels. Les consultants et les contractants individuels sont responsables de la détermination de leurs obligations fiscales et du paiement de tout impôt et/ou taxe, conformément aux lois locales ou autres lois applicables.

#### **Application requirements**

Les candidats sont invités à envoyer :

1. L'offre technique (une note méthodologique qui présente d'une manière claire, précise et concise l'approche proposée)
2. Le CV mis à jour et signé
3. L'offre financière (qui doit présenter le budget par rubrique pour les honoraires et les frais afférents). Elle doit être libellée en hors taxes et hors TVA (HT/HTVA) et comporter les précisions sur la durée de validité et le mode de paiement qui se fera selon les procédures approuvées par UNICEF.

*Les critères de sélection des candidats seront basés sur les qualifications, les compétences, l'expertise et l'expérience dans le domaine requis, la qualité de prestations/productions antérieures*

#### **Governance of the evaluation**

Un comité de pilotage sera mis en place pour le suivi de tout le processus d'évaluation. Les membres du comité de pilotage sont l'UAEL/CAEL, le Ministère des collectivités territoriales, du développement et de l'aménagement des territoires/ la Direction des Collectivités Territoriales/ le Service de la Formation/Agences régionales de développement et les ONGs travaillant dans le domaine de l'enfant, la société civile, le secteur privé, le SNU.

Pour des raisons administratives et pour un meilleur suivi du travail du consultant, recruté sera supervisé par l'UNICEF notamment le chef de section Politiques sociales, le ministère des collectivités territoriales, du développement et de l'aménagement du territoire et le représentant de l'UAEL/CAEL.



### Ethical Principles in Evaluation

L'évaluation doit être menée conformément aux principes et aux normes éthiques définis par le Groupe des Nations unies sur l'évaluation :

- **Anonymat et confidentialité** : L'évaluation doit respecter les droits des personnes qui fournissent des informations, en garantissant leur anonymat et leur confidentialité ;
- **La responsabilité** : Toute l'équipe doit confirmer les résultats présentés dans le rapport, tout désaccord doit être mentionné. Le rapport doit informer sur les conflits ou les divergences d'opinion qui ont pu survenir entre le consultant et les responsables de l'intervention concernant les conclusions et/ou les recommandations de l'évaluation ;
- **L'intégrité** : L'évaluateur devra mettre en évidence les questions qui ne sont pas spécifiquement mentionnées dans le cahier des charges, afin d'effectuer une analyse complète de l'initiative CTAE ;
- **Indépendance** : Le consultant doit s'assurer qu'il reste indépendant par rapport à la mise en œuvre de l'initiative, et il ne doit pas être impliqué dans sa mise en œuvre ou toute autre phase ;
- **Incidents** : Si des problèmes surviennent pendant le travail sur le terrain ou à tout autre moment de l'évaluation, ils doivent être signalés immédiatement au gestionnaire de l'évaluation. Si cela n'est pas fait, l'existence de ces problèmes ne peut en aucun cas être utilisée pour justifier l'incapacité à atteindre les résultats attendus par l'UNICEF dans le cadre de ces termes de référence ;
- **Validation des informations** : Le consultant doit s'assurer de l'exactitude des informations recueillies lors de la préparation des rapports et seront responsables des informations présentées dans le rapport final ;
- **La propriété intellectuelle** : En utilisant les différentes sources d'information, le consultant doit respecter les droits de propriété intellectuelle des institutions et des communautés impliquées dans l'évaluation ;

**Présentation de rapports** : Si les rapports sont soumis après les délais convenus, ou si la qualité des rapports soumis est sensiblement inférieure à ce qui a été convenu, les sanctions prévues dans le présent mandat s'appliqueront.

### Child Safeguarding

Is this project/assignment considered as "[Elevated Risk Role](#)" from a child safeguarding perspective?

☐ YES ☒ NO If YES, check all that apply:

**Direct contact role** ☐ YES ☒ NO

If yes, please indicate the number of hours/months of direct interpersonal contact with children, or work in their immediately physical proximity, with limited supervision by a more senior member of personnel:

**Child data role** ☐ YES ☒ NO

If yes, please indicate the number of hours/months of manipulating or transmitting personal-identifiable information of children (name, national ID, location data, photos):

More information is available in the [Child Safeguarding SharePoint](#) and [Child Safeguarding FAQs and Updates](#)

		<b>Reasons why consultancy cannot be done by staff:</b>	
		<b>Request for:</b> <input type="checkbox"/> New SSA – Individual Contract <input type="checkbox"/> Extension/ Amendment	
	<b>Start Date: xx</b>	<b>End Date: xx</b>	<b>Number of Days (working)</b>  <b>60</b>

Work Assignment Overview			
Tasks/Milestone:	Deliverables/Outputs:	Timeline	Estimate Budget
Revue documentaire	Note de cadrage	7 jours	
Entretiens, exploitation et analyse des entretiens et des données	Présentation des résultats préliminaires	30 jours	
Rapport provisoire plus présentation des résultats au comité de pilotage	Rapport provisoire	15 jours	
Finalisation du rapports et présentation des résultats finaux	Rapport final	8 jours	